

\*L'Investissement Socialement Responsable, ou ISR, est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'ISR favorise une économie responsable – Définition AFG-FIR



## RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES

### Transparence fiscale : renforcement de la directive européenne

Après 5 ans de négociation et de blocage, le Conseil et le Parlement européens sont parvenus à un accord sur le **reporting fiscal pays par pays** des multinationales. Ce texte, central dans la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale agressive, avait été mis sur la table en 2016 par la Commission européenne, en réponse aux scandales des « **Panama Papers** » et des « **Luxleaks** ». A partir de **2023**, il imposera aux entreprises implantées dans l'UE et affichant plus de **750 millions d'euros de chiffre d'affaires** de rendre publique une batterie de données fiscales et comptables (bénéfices, chiffre d'affaires, nombre de salariés, assiette fiscale, impôts payés) en les ventilant **dans chacun des vingt-sept Etats membres où elles exercent**. Le Parlement européen souhaitait aller plus loin avec une ventilation pour l'ensemble des pays d'exercice, mais n'a pas obtenu gain de cause. Toutefois cela sera exigé pour la petite vingtaine d'Etats figurant sur les **listes noire et grise européennes** des paradis fiscaux. Pour le reste du monde, seules des données agrégées seront demandées. Pour **protéger les intérêts** économiques et commerciaux des entreprises contraintes face à des concurrents qui n'y seront pas soumis, les Etats membres ont introduit une **clause de sauvegarde** leur permettant de se soustraire, pour une période de cinq ans maximum, à leurs obligations de déclaration de certaines informations. Cet accord intervient au moment où le **G7 a pris deux décisions importantes** : i) Les entreprises paieront une plus grande part de leurs **impôts** dans le pays où elles font du profit, et non là où elles ont leur siège social, ii) L'instauration pour les grandes entreprises d'un **taux mondial d'imposition d'au moins 15%**. L'impulsion donnée par le G7 doit recevoir l'approbation du G20 qui se réunit les 9 et 10 juillet.

Source : Les Echos – Novethic – RSEDN

### Evolution de la loi de Transition énergétique

**Exit l'article 173** de la Loi Transition énergétique pour la croissance verte, Bercy vient de publier le **décret d'application de l'article 29** de la Loi Énergie et Climat.

Parmi les nouveautés : i) **Extension du périmètre** aux activités de gestion de portefeuilles des banques et des entreprises d'investissement pour compte de tiers, aux activités de conseil en investissement et aux fonds immobiliers, ii) **Renforcement du niveau d'exigence** avec en particulier la communication sur les votes en AG et la stratégie d'engagement auprès des entreprises en portefeuille, iii) Plus de **précisions sur le climat** avec objectifs quantitatifs des émissions de CO2 en valeur absolue ou en intensité à horizon 2030 avec révision tous les 5 ans, iv) **Alignement avec la taxonomie** et indication des encours exposés aux énergies fossiles, v) Intégration du thème de la **biodiversité** avec des objectifs à horizon 2030,

vi) Communication en **double matérialité**, c'est-à-dire impacts et risques, vii) Suivi du principe **comply or explain**, mais les investisseurs qui ne seraient pas en mesure de publier ces informations devront communiquer un **plan d'amélioration**. **Aucune sanction** n'est prévue en cas de manquement dans la publication demandée. Les reporting complets seront attendus au plus tard en 2023 pour l'**exercice 2022**.

Source : RSEDN



## INVESTISSEMENT RESPONSABLE

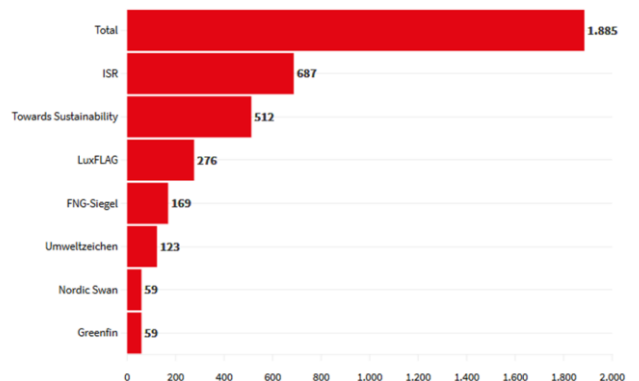
### Labels de la finance durable : la France toujours en tête

Insuffisamment connus et compris des épargnants, les labels durables existent aussi pour les produits financiers. La **France** est d'ailleurs **leader** en la matière avec pas moins de **3 labels** : **ISR** (label généraliste), **Greenfin** (label vert) et **Finansol** (label de l'Economie Sociale et Solidaire).

A ce jour, les fonds labélisés ISR représentent **518 milliards d'encours**, soit **15%** des actifs gérés en France. La Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne, ou encore l'Autriche ont également leur label et plusieurs fonds sont **multi labélisés**. Une vigilance s'impose car si le socle commun est la prise en compte de **critères extra financiers**, chacun a ses particularités et a sa sélectivité (analyse ESG, exclusion sectorielle, engagement actionnarial...). Pour **homogénéiser** l'offre à l'échelle européenne, la Commission planche sur la création d'un **écolabel**, qui devrait voir le jour d'ici à **2023**.

### Les produits financiers labélisés

En nombre de produits financiers labélisés (au 31/12/2020)



« LES ÉCHOS » / SOURCE : NOVETHIC



## Appel à une finance verte plus sociale

**Finance for Tomorrow**, la branche de finance durable de Paris Europlace, a annoncé la création d'une **coalition** de gérants d'actifs et investisseurs institutionnels pour **promouvoir une transition juste** vers les économies bas carbone. « *La transition environnementale ne sera possible qu'à travers la prise en compte de la question sociale* », expliquent les signataires. Les membres fondateurs de la coalition française qui totalisent à ce jour **3 600 milliards** d'euros d'actifs financiers, réunissent Amundi, Aviva France, AXA & AXA Investment Managers, Caisse des Dépôts, CNP Assurances, CPR Asset Management, Eiffel, ERAFP, La Banque Postale Asset Management, ODDO BHF Asset Management, Rothschild & Co Asset Management Europe, et SCOR Investment Partners. Leur **objectif** est triple : Encourager les entreprises à **intégrer** la transition juste à leur **stratégie** environnementale - Promouvoir les **meilleures pratiques** dans les secteurs d'activité les plus impactés - Faciliter la **collaboration** entre investisseurs et entreprises. Pour y parvenir, 3 types d'actions seront menées : i) **Engagement** auprès des entreprises, ii) **Partenariat** universitaire pour soutenir la publication de travaux de recherche et d'indicateurs clés, iii) Hub pour **centraliser** les données relatives aux entreprises. Cette coalition française qui a vocation à s'étendre à l'international profitera de la Cop 26 à Glasgow de novembre prochain pour multiplier les signataires.

*Source : Novethic – AFG – Finance for Tomorrow*



## Le CDP relaie un appel à la transparence environnementale

**168 investisseurs mondiaux**, représentant 17 000 Mds \$ d'actifs, appellent, via le CDP (Carbon Disclosure Project), plus de 1 300 entreprises à publier leurs données environnementales. L'objectif de la campagne qui a rassemblé 56% d'investisseurs de plus qu'en 2020 est **d'accroître la transparence environnementale** des entreprises qui n'ont jamais publié leurs émissions ou qui ont cessé de le faire. Parmi les entreprises ciblées figurent **Aéroports de Paris, Dassault Aviation, Facebook ou encore EssilorLuxottica**.

*Source : RSEDN*

## Renault s'implique dans la fabrication française de batteries

Et de **trois**. Après l'usine de Stellantis (ex-PSA) et Total prévue à Douvrin, la France comptera finalement **deux autres usines** géantes de batteries dans l'Hexagone. Initiée par **Renault**, la stratégie s'articulera autour de deux **partenariats majeurs** : le premier avec le chinois **Envision**, et le second avec la start-up grenobloise **Vektor**. L'objectif est de codévelopper des batteries haute performance, qui équiperont les véhicules à batterie haut de gamme de Renault, ainsi que les Alpine électriques. La **gigafactory** qui doit démarrer dès 2022 prévoit d'atteindre 27GWh de capacité à horizon 2030, de quoi équiper plus de 400 000 voitures par an.

*Source : Les Echos*

## CONTACT

▪ Murielle HERMELLIN

Responsable du développement ISR – Gérante de portefeuilles

[murielle.hermellin@bred.fr](mailto:murielle.hermellin@bred.fr)

## Les actionnaires de Toshiba débarquent leur président

Les actionnaires de Toshiba ont **refusé de reconduire dans ses fonctions** Osamu Nagayama, le Président du conglomérat. L'entreprise est au cœur d'un **nouveau scandale** après la publication d'une enquête interne révélant que la direction de Toshiba a **œuvré** en accord avec le ministère japonais du Commerce **afin d'empêcher des investisseurs étrangers** d'exercer une influence au sein du conseil d'administration. Malgré de nombreux appels à la démission, le Président en fonction a déclaré vouloir rester en poste et contribuer à redresser la firme et a suggéré l'arrivée au Conseil de deux directeurs étrangers. De son côté, le ministre japonais du Commerce a nié vendredi toute tentative de faire pression sur les actionnaires étrangers de Toshiba...

*Source : RSEDN*

## Assemblées générales

La saison des assemblées générales touche à sa fin. Parmi les « **nouveautés** » chez les géants du **CAC40**, l'introduction d'un nouveau type de résolution : le **Say on Climate**. Ainsi, **Vinci, Atos et TotalEnergie** ont soumis leurs actionnaires à un vote consultatif sur leurs stratégies climat, qui ont été approuvées à plus de 90%. Parmi les résolutions les plus contestées (approbation à moins de 80%), on retrouve les **dispositifs anti-OPA et les rémunérations**. Concernant les résolutions **rejetées, 13** ont été concernées cette année (vs 6 en 2020) : 6 chez **Orange**, 5 chez **Safran**, 1 chez **Unibail Rodamco** et 1 chez **Atos**, pour lequel, une fois n'est pas coutume, ce sont les **comptes consolidés** qui n'ont pas été approuvés, en raison de réserves émises par les commissaires aux comptes.

*Source – Formation Proxinvest (30/06/2021)*

## Brèves

- **La Poste** devient une **entreprise à mission** : contribuer au développement et à la cohésion des territoires, favoriser l'inclusion sociale, promouvoir un numérique éthique, inclusif et frugal et œuvrer à l'accélération de la transition écologique.
- **LVMH** instaure le **recyclage** de ses textiles invendus. Le numéro 1 mondial du luxe s'est associé avec la start-up **Weturn** pour recycler ses invendus (chutes, rouleaux de tissus, produits finis protégés par un logo ou un imprimé reconnaissable...) pour les transformer. L'objectif de 100% de produit éco-conçus d'ici à 2030 est enclenché.
- **Google** écope d'une amende de **220 M€** en France pour abus de **position dominante en raison** de ses pratiques sur les marchés de la **publicité** en ligne.
- Le Conseil de l'UE vient de valider la **création d'un fonds** doté de 17,5 Mds € destiné à assurer une **transition écologique équitable et inclusive**. Il supportera partiellement les coûts socio-économiques de la transition pour les communautés les plus dépendantes des énergies fossiles, soutiendra les petites et moyennes entreprises et favorisera l'innovation, selon une approche territoriale, élaborée par les États.

PROMEPAR Asset Management  
est signataire des

